

Conférence de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Gerhard Schroeder, Chancelier allemand, et Tony Blair, Premier ministre britannique, sur la conférence intergouvernementale pour l'adoption d'une constitution européenne, le pacte de stabilité et de croissance, l'initiative de croissance franco-allemande, la PESD et les négociations sur le projet de résolution concernant la reconstruction de l'Irak, Berlin le 20 septembre 2003.

LE CHANCELIER SCHROEDER : Bonjour Mesdames, bonjour Messieurs.

Quelques remarques sur cette rencontre informelle, à la veille de la Conférence intergouvernementale. Nous avons parlé d'abord des thèmes européens. Bien sûr, nous nous sommes aussi exprimés sur les dossiers internationaux, qui sont très importants et qui font l'objet de beaucoup de discussions.

Nous considérons que la Conférence intergouvernementale doit être un succès et nous voulons tous les trois soutenir la Présidence italienne à cette fin. Nous avons besoin d'un résultat politique de cette conférence en décembre et la signature de la Constitution doit intervenir après l'adhésion des nouveaux Etats membres, au premier mai 2004, et avant les élections au Parlement européen. C'est notre conviction. Nous estimons aussi qu'il faut maintenir la cohésion de l'ensemble. Nous considérons que la Convention a bien travaillé et, par conséquent, qu'il faut s'abstenir de "détricoter" ce résultat. On discutera des détails bien sûr, mais nous faisons le constat que quiconque mettrait en cause le résultat de la Convention devrait impérativement aboutir à un nouveau consensus. Or, si l'on commence à détricoter le texte, il sera difficile de rétablir un édifice cohérent.

Par ailleurs, nous avons parlé de la politique européenne de sécurité et de défense, de la PESD. Nous estimons tous les trois important que l'Europe renforce sa capacité d'agir, mais aussi sa capacité de partenariat avec les Etats-Unis. Il est important de prendre des initiatives en ce sens et de les conduire avec succès. Il s'agit d'améliorer les capacités militaires européennes, ce qui, nous en sommes bien convaincus, renforce l'OTAN. Et l'OTAN est indispensable pour la sécurité de l'Europe. Par conséquent, toutes les discussions, toutes les thèses, selon lesquelles la PESD pourrait être dirigée contre l'OTAN, sont absurdes. Ce dont nous discutons s'inscrit dans la continuité de ce qui avait été convenu entre la France et la Grande-Bretagne à Saint-Malo, de ce qui a été décidé aux Conseils européens de Cologne et de Nice. Cela aussi est notre position commune. Nous avons besoin d'une capacité commune de planification. L'idéal serait de faire cela à vingt-cinq, c'est-à-dire avec les futurs membres de l'Union européenne, mais nous disposons d'un instrument de coopération structuré et si l'on n'arrive pas à des résultats à vingt-cinq, il faudra utiliser cet instrument.

Troisièmement, nous avons examiné la situation économique en Europe. Nous avons parlé de cette situation dans nos pays et nous avons parlé du pacte de stabilité et de croissance. Ce pacte est important parce qu'il assure la discipline nécessaire à la conciliation, que nous parviendrons à établir, entre consolidation budgétaire, impulsion en faveur de la croissance et mutations structurelles dont ont besoin nos systèmes de protection sociale. Cela suppose impérativement que, dans la situation présente, des impulsions favorables à la croissance puissent être données plus efficacement que par le passé. J'ai le plaisir de pouvoir vous dire que nous sommes absolument d'accord pour que cette initiative de croissance décidée et annoncée par la France et par l'Allemagne avant-hier, nous allons la poursuivre et la prolonger à trois. Il s'agit au départ d'une initiative de la Présidence et de la Commission. Nous avons complété cette initiative italienne et de la Commission en y ajoutant les secteurs de la recherche et de la technologie. Je crois que cette position va trouver un écho de plus en plus grand à l'échelon international comme vous avez pu le voir dans les prises de position du Directeur général du Fonds Monétaire International.

Nous avons également abordé des questions internationales. Nous avons naturellement parlé de l'Iraq. Nous considérons que c'est le rôle de la communauté des nations d'offrir à l'Iraq une perspective de démocratie et de stabilité. Naturellement, quant à la méthode à appliquer et aux moyens d'y parvenir, il y a encore lieu de conduire des discussions. Ceci sera examiné et traité au Conseil de Sécurité à New York. Il s'agit bien d'accorder aux Nations Unies un rôle plus important. Il s'agit de faire en sorte que l'on arrive rapidement à un transfert des responsabilités politiques à une autorité irakienne. Nous avons aussi examiné la situation au Proche-Orient, le conflit israélo-palestinien. Nous estimons que la feuille de route est la seule option possible, qu'il n'y a pas d'alternative et nous voulons donc continuer dans ce sens. Voilà ce que je peux dire pour l'instant.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Je voudrais tout d'abord une fois de plus remercier le Chancelier pour son accueil à la fois agréable et chaleureux. Nous avons évoqué les problèmes qu'il vient de souligner, nous l'avons fait dans le cadre d'une approche commune, commune à tous les trois et donc particulièrement positive. Il s'agit notamment, c'est vrai, de la Conférence intergouvernementale, de la politique étrangère et de sécurité commune, de la nécessité de participer à la croissance. Le rôle de nos trois pays, qui représentent ensemble 60% de la production européenne, est évidemment important à cet égard. Il s'agit d'appliquer, dans des conditions respectueuses des règles, mais soucieuses des exigences de la croissance, le pacte de stabilité et de croissance. Sur tous ces points, il y a une convergence de vues entre nous trois et je remercie le Chancelier d'avoir bien voulu le souligner et en faire le résumé.

Sur les problèmes internationaux, nous avons également une approche commune. Certes, s'agissant de l'Irak, notre préoccupation n'est pas encore tout à fait convergente, mais il est exact de dire que ceci doit être discuté au niveau du Conseil de Sécurité, même si nos analyses ont chacune leur caractère propre. S'agissant en revanche des problèmes liés au conflit israélo-palestinien, à l'Iran et à l'Afghanistan, nous avons également une approche commune, qui a été, à juste titre, soulignée par le Chancelier et, de ce point de vue, je n'ai rien à ajouter à ce qu'il a dit.

LE PREMIER MINISTRE BLAIR :

Permettez-moi également de remercier le Chancelier Schroeder d'avoir organisé cette réunion. Je voudrais vous dire combien cette réunion était constructive. Le Chancelier et le Président viennent de vous le dire, je le répète, nous avons passé le plus de temps à parler des questions européennes, des questions d'actualité européenne. Nous avons évidemment parlé de la Conférence intergouvernementale. Il est essentiel d'aider la Présidence italienne à travailler dans un cadre efficace et stable sur la base du document produit par la Convention et il me semble effectivement que nous devons absolument trouver un accord, puisque cet accord nous permettra de travailler efficacement à vingt-cinq.

En ce qui concerne la politique européenne de défense, l'approche que nous adoptons est de

plus en plus commune. La défense européenne a véritablement été lancée, je crois, à l'occasion du sommet franco-britannique de Saint-Malo en 1998. Nous voyons aujourd'hui que la défense européenne s'applique, s'exerce si l'on peut dire, dans certaines parties du monde et je crois que chacun est d'avis qu'il faut aller de l'avant, porter ce processus tout en reconnaissant que la défense européenne et l'OTAN ne sont pas des concepts opposés.

S'agissant du pacte de stabilité et de croissance, je crois que, là aussi, nous avons relevé un grand nombre de points communs au cours de notre discussion. Evidemment, il faut maintenir et préserver la discipline budgétaire, mais il nous faut également reconnaître que les circonstances changent à l'occasion et reconnaître que nous avons l'obligation envers les citoyens européens de favoriser la croissance. C'est pourquoi je soutiens également l'initiative qui a été prise par la Présidence italienne.

Comme on vient de vous le dire, nous avons également parlé d'autres questions internationales. En ce qui concerne l'Iraq, par exemple, la résolution des Nations Unies sera évoquée et débattue à New York. Nous savons très bien quels sont les points de divergence, les points de désaccord. Tout le monde le sait bien. Néanmoins, nous sommes tous d'avis qu'un Iraq stable et démocratique est essentiel, nous espérons que cela pourra se faire aussi rapidement que possible et je crois qu'il faut reconnaître que l'existence même de ce débat montre bien que nous sommes tous d'accord pour dire que les Etats-Unis ont un rôle clé à jouer. En ce qui concerne le processus de paix au Moyen-Orient, là aussi, nous sommes tous d'accord pour dire que quelles que soient les difficultés, la feuille de route est bien le chemin que nous devons suivre pour régler le problème. Sur l'Afghanistan, je voudrais encore une fois remercier le Chancelier Schroeder en particulier pour les actions que l'Allemagne a menées, le leadership dont elle a fait preuve. Je crois qu'il faut également reconnaître que nos trois pays ont travaillé en Afghanistan en étroite coopération, une coopération efficace, et cela montre donc que malgré les divergences, les difficultés sur tel ou tel sujet, nous avons des intérêts communs, que c'est dans l'intérêt de nos pays, de l'Europe et du monde dans son ensemble que de nous voir travailler ensemble.

QUESTION : Apparemment, vous ne vous êtes pas mis d'accord sur ce que devrait être le contenu de la résolution dont il sera question mardi aux Nations Unies. Est-ce que vous pouvez nous dire sur quels points portent les divergences et si des progrès, même minimes, ont été faits aujourd'hui, si vous vous êtes rapprochés les uns des autres, d'un côté le couple franco-allemand et de l'autre côté les Britanniques ?

LE CHANCELIER SCHROEDER : Dans les propos du Président et du Premier ministre, il apparaît clairement qu'il y a un certain nombre de points communs, de positions communes, dont nous avons parlé aujourd'hui. Il y a donc incontestablement eu des progrès. Le reste, et là je suis absolument d'accord avec cette analyse, sera examiné à New York, dans l'enceinte qui est réservée à ces questions. Ce ne sera pas sur la place publique dans un premier temps.

QUESTION : Permettez-moi de vous demander si ce cadre, c'est-à-dire la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, est un format auquel nous devons nous habituer, c'est-à-dire une réunion à trois, sans la Présidence de l'Union européenne, pour essayer de définir des accords européens avant les grandes réunions européennes ?

LE CHANCELIER SCHROEDER : J'ai un peu de peine à comprendre ce genre de question : lorsque nous ne nous réunissons pas, on nous demande s'il y a quelque chose qui ne va pas entre nous. Si nous nous voyons de cette façon, on nous demande si cela va trop bien entre nous. Je crois que ces craintes sont infondées, bien sûr que la Présidence européenne est informée, bien sûr que le Président de la Commission est informé, bien sûr qu'il y a aussi un debriefing pour les membres de l'Union européenne, tout cela va sans dire. Ces réunions informelles, on les trouve également dans d'autres cadres, dans d'autres compositions, cela ne se dirige contre personne, il s'agit de montrer clairement que ces trois pays, que les gouvernements de ces trois pays ont tout intérêt à faire progresser l'Europe. Nous avons un intérêt à ce que l'élargissement et l'approfondissement réussissent pour que cette nouvelle Europe puisse travailler dans de bonnes conditions.

LE PREMIER MINISTRE BLAIR : Je suis tout à fait d'accord avec ce que le Chancelier vient de vous dire. Il faut bien comprendre une chose : une Europe de vingt-cinq membres exigera de

vous dire. Il faut bien comprendre une chose : une Europe de vingt-cinq membres exigera de nouvelles méthodes de travail, des méthodes de travail qui demanderont de nous que nous essayions de régler, de surmonter nos différences pour que l'Europe soit efficace, qu'il y ait des résultats en termes de croissance, d'emploi, d'environnement, de défense européenne. Il est donc tout à fait logique que nous nous réunissions en format informel, sans que cela exclue tel ou tel autre pays de nos débats. Je crois que c'est quelque chose que nous sommes tous à même de comprendre.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Je voudrais simplement ajouter que nous avons pris tous les contacts nécessaires pour prévenir nos partenaires, et tout particulièrement la Présidence italienne. J'ai moi-même eu un long entretien téléphonique avec le Président Berlusconi.

QUESTION : Monsieur le Chancelier, pour en revenir à l'Iraq, il y a eu incontestablement des progrès sur la base d'un plan en plusieurs étapes. Est-ce que vous en avez parlé ? On a également évoqué la possibilité que le processus de transition se déroule sur plusieurs mois et non sur plusieurs années. Qu'en pense le gouvernement britannique ?

LE PREMIER MINISTRE BLAIR : Eh bien, comme je vous le disais tout à l'heure, nous avons consacré l'essentiel de notre temps à parler des questions européennes. En ce qui concerne l'Iraq, et comme le Chancelier vous l'a si bien fait remarquer, il y a certes eu des différences dans le passé sur la question de la pertinence du conflit. Néanmoins, nous voulons tous aujourd'hui voir un Iraq stable, un Iraq qui devienne démocratique aussi rapidement que possible. Nous voulons tous voir les Nations Unies y jouer un rôle clé et, comme nous vous l'avons dit, les négociations se font à New York, ce sont nos représentants qui négocient. Je crois que c'est dans l'intérêt de chacun, dans l'intérêt du monde entier, de voir que tout se passe bien. Je suis convaincu que toutes les difficultés seront surmontées.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Je voudrais simplement dire, puisque chacun sait que nous ne sommes pas exactement sur la même ligne dans ce domaine, que la France considère qu'il faut aujourd'hui infléchir l'action et passer à un transfert de souveraineté aux autorités iraqiennes, de façon à donner aux Iraquiens la capacité d'assumer eux-mêmes leurs propres responsabilités ? Tout en leur apportant naturellement les aides techniques, financières nécessaires. Ce transfert de souveraineté doit à notre avis être le plus rapide possible, c'est à dire que c'est une question de quelques mois. Sur le fond, je ne crois pas que nous ayons de divergence de vue. Sur les modalités et sur le calendrier, nous ne sommes pas encore tout à fait d'accord.

QUESTION : (adressée à M.Blair) Le 8 avril de cette année, le Président Bush vous a promis, quand vous vous êtes retrouvés à Belfast, que les Nations Unies joueraient un rôle clé en Iraq. Est-ce qu'il a respecté sa parole ou est-ce qu'il y a encore du travail à faire ? (adressée au Président de la République) A votre avis, est-ce que les Nations Unies ont déjà un rôle clé ou est-ce qu'ils n'ont pas du tout le rôle clé que vous avez demandé ?

LE PREMIER MINISTRE BLAIR : Les Nations Unies ont joué un rôle en Iraq, c'est évident. Elles jouent encore un rôle en Iraq. C'est justement pour cela que les Nations Unies ont eu à déplorer la mort de son représentant spécial à Bagdad. Le coeur du débat à New York aujourd'hui c'est de savoir comment faire pour que les Nations Unies jouent pleinement le rôle qui est le leur. Je suis persuadé que nous y parviendrons. Nous sommes tous, malgré nos divergences, convaincus que la reconstruction est nécessaire et que la reconstruction ne peut être mise en oeuvre que si les Nations Unies jouent un rôle clé. Les détails seront négociés ailleurs. Mais sur le fond, sur le principe de base, nous sommes à mon avis tout à fait d'accord. Et quand je dis qu'il n'y a pas de désaccord, il n'y a pas non plus de désaccord avec les Etats-Unis d'Amérique.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Pour dire la vérité, je crois que l'ONU, en tant que représentant de la communauté internationale, devrait avoir une responsabilité beaucoup plus éminente, beaucoup plus importante et beaucoup plus opérationnelle dans la voie de la démocratie et de la stabilité que nous souhaitons pour l'Iraq. Je le répète, nous souhaitons, pour ce qui nous concerne, un véritable transfert immédiat de souveraineté aux Iraquiens. C'est à dire aux institutions existant aujourd'hui, le conseil de gouvernement, le conseil des ministres, avec ensuite un transfert de responsabilité le plus rapide possible, et le tout, naturellement, sous le

contrôle exclusif de l'Organisation des Nations Unies. Voilà l'approche française. Alors, à partir de là, il y a une discussion qui est engagée, comme l'a dit très justement le Chancelier et comme l'a répété le Premier ministre. Cette discussion aura pour cadre naturellement le Conseil de sécurité des Nations Unies. Eh bien, laissons le temps aux responsables du Conseil de sécurité de progresser dans cette discussion.

QUESTION : Vous avez parlé du Proche-Orient. Avez-vous également évoqué la situation de Yasser Arafat et avez-vous parlé des projets du gouvernement israélien à l'égard de Yasser Arafat ?

LE CHANCELIER SCHROEDER : Nous avons notamment parlé de la nécessité de redonner ses chances à la feuille de route. C'est notre position commune. Ensuite, nous avons dit qu'une conférence internationale, qui est d'ailleurs prévue par la feuille de route, pourrait être utile, et nous estimons que des pressions doivent être exercées sur les deux parties au conflit pour retrouver le chemin de la feuille de route.

QUESTION : (adressée à M. Blair) Un grand nombre de Britanniques auront sans doute l'impression que vous êtes venu ici en mission envoyée par Monsieur Bush faire son boulot, si je peux dire ?

LE CHANCELIER SCHROEDER : C'est moi qui répond à la question. C'est Tony Blair qui a été invité, c'est Tony Blair qui est venu et c'est Tony Blair qui reprendra son avion pour rentrer à Londres, et j'ai eu le sentiment dans toutes nos discussions qu'il était parfaitement capable de défendre sa propre position, position qui a été très intéressante pour ses interlocuteurs. A aucun moment, nous n'avons eu l'impression d'entendre le porte-parole de quelqu'un d'autre.

LE PREMIER MINISTRE BLAIR : Voyez, mon porte-parole a fait un excellent boulot. Le fait est que mes deux collègues auront l'occasion de rencontrer le Président Bush avant que je le voie. Je crois réellement que ce qu'il y avait de plus important dans cette réunion, c'était d'avoir l'occasion de débattre de questions internationales qui nous occupent tous. Mais plus important encore, c'était de voir que sur les questions européennes, nous essayons d'aller au-delà de nos différences, de bien comprendre qu'il y a des différences, mais que c'est aussi dans notre intérêt que de trouver un accord. Et ce que je veux dire aux Britanniques, c'est que certes il y a eu des divergences entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne sur l'Iraq, mais il est essentiel qu'ensemble nous travaillions à trois. C'est essentiel pour chacun d'entre nous, c'est essentiel pour l'Europe et pour le monde dans son ensemble. Ce n'est pas, comme je l'ai dit tout à l'heure, dirigé contre la Présidence européenne ou contre tel ou tel autre pays. Il est donc, à mon avis, tout à fait utile d'avoir un tel débat. Après tout, je crois qu'une Europe à vingt-cinq va avoir besoin de personnes qui essayent de résoudre les difficultés en amont.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : Je voudrais simplement rendre hommage à l'imagination de la journaliste qui a posé la dernière question. Quand on prépare une conférence de presse, on essaye de penser à toutes les questions qui pourraient être posées, y compris parfois les questions qui ne viennent pas spontanément à l'esprit. Je constate qu'on imagine jamais tout !